https://docs.google.com/document/d/177uClwxl0G3DAHCHhHJB-Pdkfau30a9aafxsa1fOhSw/edit
http://www.bakchich.info/La-fin-de-l-economie-dirigee,13084.html
Mur

La fin de l'économie dirigée

par **Silber Schatten**, *Bakchich Info*, 14 octobre 2011

Voir aussi du même auteur : ***L'ECONOMIE VUE PAR MAR(X)INE LE PEN***

La crise marque la fin d'un système : Le social-clientélisme. Dont banques, assurances, BTP comme administrations pléthoriques ont profité. Attention à la chute.

L'évolution mondiale de l'économie, le développement des pays émergents et, surtout, la fin de l'état de guerre mondiale larvée, dit « guerre froide », marquée par l'effondrement économique et politique du « bloc communiste » ont scellé la condamnation de l'économie dirigée.
Cette formule, inventée après la guerre de 14-18, était dénommée, au gré des circonstances politiques qui l'accompagnaient ou qui étaient souhaitées : social-démocratie, planification souple, économie concertée, fascisme social, socialisme national (ou… national-socialisme), économie de troisième voie, corporatisme, planisme, ou encore « Etat-providence ».

La continuité de l'Etat du Front Populaire à la Ve République en passant par Vichy

La domination dans les esprits, notamment de la classe intellectuelle, du « modèle de l'économie planifiée d'Etat », pendant l'essentiel du XXème siècle, servait de support et de justification à cette intervention massive de l'Etat dans la sphère économique. « Rempart contre le communisme (ou contre le bolchevisme) » quand on s'adressait aux « nantis » et « acheminement pacifique vers le socialisme » quand on s'adressait aux « masses populaires », cette formule conduisit, notamment en Europe continentale de l'Ouest à l'émergence d'un système dont les pays latins et la Grèce donnent la meilleure illustration et que Monsieur Charles GAVE dénomme social-clientélisme.

Car malgré les différences d'habillage politique, les mécanismes économiques restent les mêmes.

L'évolution de la législation économique en France en apporte une vivante illustration. Une observation attentive de son évolution depuis les années 1920 montre un cheminement linéaire d'une économie largement de marché, vers un système de plus en plus encadré dans lequel le poids de l'Etat et de ses divers démembrements, directs ou indirects, ne cesse de croître.

Particulièrement illustrative de ce phénomène est la continuité, a priori politiquement surprenante, « Front populaire – gouvernement de Vichy – Libération ». La quasi-totalité des orientations étatistes du Front populaire sera conservée par Vichy, et étendue. Et le programme du CNR (Conseil National de la Résistance), fondement des institutions actuelles, donne, sur le plan économique, simplement des habits neufs à la « Révolution nationale » de Vichy, laquelle n'était qu'une… évolution.

Ainsi la politique de nationalisations du Front populaire (armement, aéronautique, chemins de fer)
ne fut pas remise en cause par Vichy (qui nationalise l'agence de presse Havas)
et poursuivie et étendue à la Libération (houillères, Renault, banques et assurances les plus importantes, gaz et électricité) ;

l'encadrement corporatif de l'agriculture, avec la création de l'Office national interprofessionnel du blé en 1936, s'est poursuivi de manière linéaire à travers Vichy et la Libération, jusqu'à l'époque actuelle, non sans extensions : en 1940 il s'étend à toutes les céréales pour devenir l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) ; en 2006 enfin, sa compétence est étendue aux sucre, oléagineux, protéagineux et cultures textiles pour devenir l'*Office national interprofessionnel des grandes cultures.*

Et encore ne s'agit-il que de la « partie émergée de l'iceberg ». Toute l'évolution législative dont le détail est moins apparent et moins connu du grand public, apporte la même démonstration.

Fantôme marxiste

Un système économico-politique, fondé non sur une organisation spontanée, comme le marché, mais sur des concepts, ne peut subsister que si le plus grand nombre croit dans le bien-fondé ou, pour le moins, l'inéluctabilité de ces concepts.
Or tous les concepts sur lesquels est fondé ce « modèle » économique, sont tirés de la vulgate marxiste, dont plus personne ou presque n'ose affirmer le bien-fondé. Citons entre autres :

> la concurrence est un gaspillage,
> l'entrepreneur est un exploiteur,
> la concentration capitaliste condamne les petites et moyennes entreprises à disparaître,
> l'inégalité entre les humains est le fruit du système social et
> dans un système social différent il y aura des petits Mozart à tous les coins de rue (Léon Trotski).

Mais si l'on considère ces billevesées pour ce qu'elles sont, toute la justification du système de l'économie dirigée s'effondre.

> Si l'entrepreneur innovateur (précisément identifié par Joseph SCHUMPETER) n'est pas un exploiteur, mais le fondement de la création de richesses, il ne faut pas l'encadrer dans un carcan étatique, mais le laisser libre.

> Si l'inégalité entre les humains est dans la nature éternelle des choses, comme c'est parfaitement admis dans le domaine sportif par exemple, les inégalités sociales ne sont pas plus injustes que les inégalités d'aptitude au saut en hauteur et **c'est vouloir les corriger dans quelque Lit de Procuste étatique qui devient injuste.** Le fondement même de la réduction des inégalités et de la redistribution disparaît.

Cette évolution profonde est sous-jacente à la crise actuelle des économies dirigées.

Social clientélisme

Le social-clientélisme a, dans ce système, pris le relais de la menace – ou de l'espérance – communiste.
L'économie dirigée a conduit à la mise en place de féodalités étatico-économiques, qui sont autant d'Etats dans l'Etat. **Citons entre autres : la banque et l'assurance, très largement dominées par la mutualité, les transports ferroviaires et aériens, le système de santé, le fameux complexe militaro-industriel, la pyramide féodale du bâtiment-travaux publics, le complexe électro-nucléaire.**

Si l'on y ajoute le poids de la fonction publique, y compris territoriale, dont les traitements – non chargés – représentent le … huitième du PIB, le maillage des « élites » issues de certaines grandes écoles et le développement d'une masse, plus en plus immense, d'assistés (chômage, allocations diverses, avantages sans contrepartie de travail) devenus économiquement et psychologiquement dépendants de la pérennité de cette organisation, on comprend pourquoi ce système n'est pas réformable et pourquoi Monsieur SARKOZY n'a pas pu tenir sa promesse de « rupture ».

Et comme toute tentative de réduction des dépenses est vouée à l'échec et que le système se développe, mû par une mécanique propre, la dépense ne cesse de croître.

Endettons-nous gaiement

Aujourd'hui la part de la dépense publique, toutes causes confondues, dans le PIB est de 55%. Elle était de 30% au début des années 1960.
Faute de pouvoir augmenter les impôts sans limite, les gouvernements, depuis la fin des années 1970, ont trouvé une formule apparemment magique pour continuer à payer les clients tout en limitant l'augmentation des impôts : la dette.

Celle-ci passe de 80 milliards (équivalents) euros en 1978 à 1600 milliards d'euros en 2010. Et elle croît. A la cadence – non avouée – de 100 milliards par an. Le seul service de la dette (les intérêts) coûte 50 milliards par an, plus que les recettes de l'impôt sur le revenu.
Je suis à la tête d'un Etat qui est en situation de faillite sur le plan financier, affirmait non sans raison Monsieur François FILLON dès septembre 2007.

Mais rien (ou presque) n'a été fait. Il va falloir payer l'addition.

Qui va payer l'addition ?

L'empressement des autorités françaises à vouloir « sauver » la Grèce aurait, dans ce contexte, de quoi étonner. Pourquoi aller balancer 15 milliards d'euros sans aucun espoir de retour dans ce panier percé alors que le gouvernement peine à trouver… un petit milliard de recettes nouvelles en 2011 ?

Et pourtant, le Parlement vote, avec la ferveur des fameux godillots, le plan d'aide à la Grèce. La France est le premier pays à le faire.
La raison est simple : dans la situation grecque, les autorités françaises peuvent se regarder comme dans un miroir. Les existants de base de la crise grecque, clientélisme, Etat-providence, poids excessif de l'Etat et de la fonction publique, endettement, comptes publics douteux, sont présents à l'identique en France. Sauf que la France est un pays naturellement riche et la Grèce un pays naturellement pauvre. Et comme dit un proverbe allemand, quand un gros maigrit, un maigre meurt.

Il faut sauver le soldat hellène

Il faut donc « sauver le soldat hellène » pour créer une dynamique européenne de sauvetage de l'économie dirigée. Ou du moins éviter qu'elle s'effondre d'un coup comme son inspiratrice soviétique.
Le ministre allemand de l'économie vient de déclarer qu'il n'était pas judicieux de payer pour la Grèce et que sa faillite, voire sa sortie de la zone euro, ne serait pas un problème.
Enfin un propos sage. Relayé par la ministre autrichienne de l'économie. De plus en plus de voix s'élèvent en ce sens. Selon un récent sondage, quatre allemands sur cinq sont opposés à dépenser de l'argent public pour le sauvetage de la Grèce.

L'Allemagne paiera est la devise de base de la politique européenne de la France depuis plus d'un demi-siècle. Il est possible que, cette fois-ci, ou la prochaine, elle s'y refuse.
La tempête s'annonce. Le naufrage de l'économie dirigée paraît inévitable.